N°35 – 19e année

Décembre 2025

ISSN-P : 1993-3134

ISSN-L : 3007-4185

ÀHƆ̄HƆ̄

REVUE DE GEOGRAPHIE DU LARDYMES

Laboratoire de Recherche sur la Dynamique des Milieux et des Sociétés

Faculté des Sciences de l'Homme et de la Société

UNIVERSITE DE LOME – TOGO

https://ahoho.net/
https://www.sjifactor.com/passport.php?id=23818

À HŌ HŌ

REVUE DE GEOGRAPHIE DU LARDYMES

BASE D'INDEXATION

Scientific Journal Impact Factor

TOGETHER WE REACH THE GOAL

SJIF Impact Factor

SJIF 2025 : 5.123

https://www.sjifactor.com/passport.php?id=23818

ISSN-P : 1993-3134

ISSN-L : 3007-4185

URL : https://ahoho.net/

Country : Togo

BASES DE RÉFÉRENCEMENT

ISSN Mir@bel WorldCat HAL

Àhɔ̄hɔ̄

Àhɔ̄hɔ̄ : que signifie ce vocable et pourquoi l'avoir choisi pour désigner une revue scientifique ?

Le mot ahɔ̄hɔ̄ prononcé àhɔ̄hɔ̄, à ne pas confondre avec ahɔ̄hlõ, désigne en éwé le cerveau, au propre et au figuré, et aussi la cervelle. Il appartient au champ analogique de súsú "pensée″, "idée" ; anyásã " intelligence" " connaissance". Anyásã désigne également la bronche du poisson.

Dans les textes bibliques, anyásã est mis en rapport synonymique avec núnya " savoir".

Mais pour exprimer le savoir scientifique, et la pensée profonde profane, on utiliserait Àhɔ̄hɔ̄. Voilà pourquoi le vocable a été retenu pour nommer cette Revue de Géographie que le *Laboratoire de Recherche sur la Dynamique des Milieux et des Sociétés* (*LARDYMES*) du Département de Géographie se propose de faire paraître annuellement.

La naissance de cette revue scientifique s'explique par le besoin pressant de pallier le déficit d'organes de publication spécialisés en géographie dans les universités francophones de l'Afrique subsaharienne.

Aujourd'hui, nous vivons dans un monde de concurrence et d'évaluation et le milieu de la recherche scientifique n'est pas épargné par ce phénomène : certains pays africains à l'instar des pays développés, évaluent la qualité de leurs universités et organismes de recherche, ainsi que leurs chercheurs et enseignants universitaires sur la base de résultats mesurables et prennent des décisions budgétaires en conséquence. Les publications scientifiques sont l'un de ces résultats mesurables.

La publication des résultats de la recherche (ou la transmission de l'information ou du savoir est la pierre angulaire du développement de la culture technologique de l'humanité depuis des millénaires : depuis les peintures rupestres d'animaux (destinées peut-être à la formation des futurs chasseurs ou à honorer un projet de chasse) en passant par les hiéroglyphes des Egyptiens jusqu'aux dessins et écrits de Léonard de Vinci (les premiers rapports techniques). L'apparition de techniques d'impression bon marché a induit une croissance explosive des publications, et une certaine évaluation de la qualité était devenue nécessaire. Les sociétés savantes ont commencé à critiquer les publications, qui étaient souvent sous forme manuscrite et lues en public ; ce procédé est la version ancestrale de l'évaluation que nous pratiquons de nos jours. Aujourd'hui, une publication électronique multimédia accessible par un hyperlien, comportant un code exécutable et des données associées, peut être évaluée par toute personne au moyen d'un commentaire en ligne.

Le fait d'extérioriser les concepts de l'esprit des chercheurs et enseignants universitaires, de les consigner par écrit (avec les résultats et observations qui y sont associés), permet une conservation posthume des travaux de ceux-ci et rend leurs résultats reproductibles et diffusables. Certains estiment que cette « conservation externe de la mémoire » est le signe distinctif de l'humanité.

C'est précisément pour parvenir à cette vision holistique de la recherche (et non seulement de ses résultats, dont les plus évidents sont les publications, mais aussi de son contexte), que nous éditons depuis 2007 la revue Ahɔ̄hɔ̄ afin que chaque géographe trouve désormais un espace pour diffuser les résultats de ses travaux de recherche et puisse se faire évaluer pour son inscription sur les différentes listes d'aptitudes des grades académiques de son université.

Puisse sa parution être transmise au sein des enseignants et chercheurs du LARDYMES de génération en génération.

Professeur Koffi A. AKIBODE

À H Ɔ̄ H Ɔ̄

Revue de Géographie du LARDYMES

publiée par le ***Laboratoire de Recherche sur la Dynamique des Milieux et des Sociétés (LARDYMES)*** du Département de Géographie, Faculté des Sciences de l'Homme et de la Société, Université de Lomé.

Directeur :

Tchégnon ABOTCHI, Professeur Titulaire, Université de Lomé

Secrétariat de rédaction :

- **Koudzo SOKEMAWU**, Professeur Titulaire, Université de Lomé
- **Martin Dossou GBENOUGA**, Professeur Titulaire, Université de Lomé
- **Délali Komivi AVEGNON**, Professeur Titulaire, Ecole Normale Supérieure d'Atakpamé, Togo

Secrétariat administratif :

- **Koudzo SOKEMAWU**, Professeur Titulaire, Université de Lomé
- **Koku-Azonko FIAGAN**, Maître de Conférences, Université de Lomé

Comité scientifique :

- **Jérôme ALOKO-N'GUESSAN**, Directeur de Recherche, Institut de Géographie Tropicale, Université de Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, Côte d'Ivoire
- **Maurice Bonaventure MENGHO**, Professeur Titulaire, Université Marien Ngouabi, Brazzaville, Congo
- **Oumar DIOP**, Professeur Titulaire, Université Gaston Berger, Saint-Louis, Sénégal
- **Odile Viliho DOSSOU GUEDEGBE,** Professeure Titulaire, Université d'Abomey-Calavi, Bénin
- **Jean Bernard MOMBO**, Professeur Titulaire, Université Omar Bongo, Gabon
- **Henri MONTCHO**, Professeur Titulaire, Université Zinder, Niger
- **Nébié OUSMANE**, Professeur Titulaire, Université à l'Université Ouaga I Pr Joseph Ki Zerbo, Ouagadougou, Burkina Faso
- **Céline Yolande KOFFIE-BIKPO**, Professeure Titulaire, Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, Côte d'Ivoire
- **Paul Kouassi ANOH**, Professeur Titulaire, Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, Côte d'Ivoire
- **Arsène DJAKO**, Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara, Bouaké, Côte d'Ivoire
- **Tchégnon ABOTCHI**, Professeur Titulaire, Université de Lomé, Togo
- **Joseph Pierre ASSI-KAUDJHIS**, Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara, Bouaké, Côte d'Ivoire
- **Placide F. G. A. CLEDJO**, Professeur Titulaire, Université d'Abomey-Calavi, Bénin
- **Koudzo SOKEMAWU**, Professeur Titulaire, Université de Lomé, Togo
- **Follygan HETCHELI**, Professeur Titulaire, Université de Lomé, Togo
- **Kossiwa ZINSOU-KLASSOU**, Professeure Titulaire, Université de Lomé, Togo

- **Padabô KADOUZA**, Professeur Titulaire, Université de Kara, Togo
- **Moussa GIBIGAYE**, Professeur Titulaire, Université d'Abomey-Calavi, Bénin
- **Toussaint VIGNINOU**, Professeur Titulaire, Université d'Abomey-Calavi, Bénin
- **Selom Komi KLASSOU**, Professeur Titulaire, Université de Lomé, Togo
- **Bernard FANGNON**, Professeur Titulaire, Université d'Abomey-Calavi, Bénin
- **Tchaa BOUKPESSI**, Professeur Titulaire, Université de Lomé, Togo
- **Adrien DOSSOU-YOVO**, Professeur Titulaire, Université d'Abomey-Calavi, Bénin
- **Pessièzoum ADJOUSSI**, Professeur Titulaire, Université de Lomé, Togo
- **Narcisse ASSI-KAUDJHIS**, Université Alassane Ouattara, Bouaké, Côte d'Ivoire
- **Fidèle Marcellin ALLOGHO-NKOGHE**, Professeur Titulaire, Université Omar Bongo de Libreville, Gabon
- **Médard NDOUTORLENGAR**, Professeur Titulaire, Université de N'Djaména, Tchad
- **Konan KOUASSI**, Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara, Bouaké, Côte d'Ivoire
- **Délali Komivi AVEGNON**, Professeur Titulaire, Ecole Normale Supérieure d'Atakpamé, Togo

Comité de lecture

- **Koudzo SOKEMAWU**, Professeur Titulaire, Université de Lomé, Togo
- **Follygan HETCHELI**, Professeur Titulaire, Université de Lomé, Togo
- **Padabô KADOUZA**, Professeur Titulaire, Université de Kara, Togo
- **Moussa GIBIGAYE**, Professeur Titulaire, Université d'Abomey-Calavi, Bénin
- **Selom Komi KLASSOU**, Professeur Titulaire, Université de Lomé, Togo
- **Tchaa BOUKPESSI**, Professeur Titulaire, Université de Lomé, Togo
- **Pessièzoum ADJOUSSI**, Professeur Titulaire, Université de Lomé, Togo
- **Konan KOUASSI**, Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara, Bouaké, Côte d'Ivoire
- **Délali Komivi AVEGNON**, Professeur Titulaire, Ecole Normale Supérieure d'Atakpamé, Togo
- **Médard NDOUTORLENGAR**, Professeur Titulaire, Université de N'Djaména, Tchad
- **Ludovic Baïsserné PALOU**, Maître de Conférences, Ecole Normale Supérieure de N'Djaména, Tchad
- **Vincent MOUTEDE-MADJI**, Maître de Conférences, Université d'ATI, Tchad
- **Dangnisso BAWA**, Maître de Conférences, Université de Lomé, Togo

A ces membres du comité scientifique et de lecture, s'ajoutent d'autres personnes ressources consultées occasionnellement en fonction des articles à évaluer

Photo couverture _ *Àhɔ̄hɔ̄* _ Décembre 2024 : Exode de pasteurs nomades à Han Bonbhor au Tchad (Crédit : Ludovic Baiserne PALOU)

Copyright © reserved « Revue À H Ɔ̄ H Ɔ̄ »

Site Internet de la revue Ahɔ̄hɔ̄ : https://ahoho.net/

The journal is indexed in : SJIFactor.com, https://www.sjifactor.com/passport.php?id=23818

AVIS AUX AUTEURS

La ***Revue Àhɔ̄hɔ̄***, Revue de Géographie du LARDYMES (Laboratoire de Recherche sur la Dynamique des Milieux et des Sociétés) diffuse de travaux originaux de géographie qui relèvent du domaine des « Sciences de l'homme et de la société ». Elle publie des articles originaux, rédigés en français, non publiés auparavant et non soumis pour publication dans une autre revue. Les normes qui suivent sont conformes à celles adoptées par le Comité Technique Spécialisé (CTS) de Lettres et sciences humaines / CAMES (cf. dispositions de la 38e session des consultations des CCI, tenue à Bamako du 11 au 20 juillet 2016).

1. Les manuscrits

Un projet de texte soumis à évaluation, doit comporter un titre (Times New Romans, taille 12, Lettres capitales, Gras), la signature (Prénom(s) et NOM (s)) de l'auteur ou des auteurs, l'institution d'attache, l'adresse électronique de (des) auteur(s), le résumé en français (300 mots au plus), les mots-clés (cinq), le résumé en anglais (du même volume), les keywords (même nombre que les mots-clés). Le résumé doit synthétiser la problématique, la méthodologie et les principaux résultats.

Le manuscrit doit respecter la structuration habituelle du texte scientifique : Introduction (problématique, objectifs, hypothèses compris), Approche méthodologique, Résultats et analyse des résultats, Discussion, Conclusion et Références bibliographiques. Les notes infrapaginales, numérotées en chiffres arabes, sont rédigées en taille 10 (Times New Roman). Réduire au maximum le nombre de notes infrapaginales. Ecrire les noms scientifiques et les mots empruntés à d'autres langues que celle de l'article en italique (*Adansonia digitata*). Le volume du projet d'article (texte à rédiger dans le logiciel word, Times New Romans, taille 12, interligne 1,5) doit être de 30 000 à 40 000 caractères (espaces compris). Les titres des sections du texte doivent être numérotés de la façon suivante :

- **1. Premier niveau, premier titre (Times 12 gras)**
- ***1.1. Deuxième niveau (Times 12 gras italique)***
- ***1.1.1. Troisième niveau (Times 11 gras italique)***
- ***1.1.1.1. Quatrième niveau (Times, 10 gras italique)***

2. Les illustrations

Les tableaux, les cartes, les figures, les graphiques, les schémas et les photos doivent être numérotés (numérotation continue) en chiffres arabes selon l'ordre de leur apparition dans le texte. Ils doivent comporter un titre concis, placé au-dessus de l'élément d'illustration (centré). La source (centrée) est indiquée au-dessous de l'élément d'illustration (Taille 8 gras italique). Ces éléments d'illustration doivent être annoncés, insérés puis commentés dans le corps du texte.

La présentation des illustrations : figures, cartes, graphiques, etc. doit respecter le miroir de la revue. Ces documents doivent porter la mention de la source, de l'année et de l'échelle (pour les cartes).

3. Notes et références

- Les passages cités sont présentés entre guillemets. Lorsque la phrase citant et la citation dépasse trois lignes, il faut aller à la ligne, pour présenter la citation (interligne 1) en retrait, en diminuant la taille de police d'un point.
- Les références de citation sont intégrées au texte citant, selon les cas, ainsi qu'il suit :
  - Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms et Nom de l'auteur, année de publication, pages citées (K. Sokémawu, 2012, p. 251) ;
  - Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms et Nom de l'Auteur (année de publication, pages citées).

Exemples :

En effet, le but poursuivi par M. Ascher (1998, p. 223), est « d'élargir l'histoire des mathématiques de telle sorte qu'elle acquière une perspective multiculturelle et globale (…) »

Pour dire plus amplement ce qu'est cette capacité de la société civile, qui dans son déploiement effectif, atteste qu'elle peut porter le développement et l'histoire, S. B. Diagne (1991, p. 2) écrit :

> Qu'on ne s'y trompe pas : de toute manière, les populations ont toujours su opposer à la philosophie de l'encadrement et à son volontarisme leurs propres stratégies de contournements. Celles-là, par exemple, sont lisibles dans le dynamisme, ou à tout le moins, dans la créativité dont sait preuve ce que l'on désigne sous le nom de secteur informel et à qui il faudra donner l'appellation positive d'économie populaire.

Le philosophe ivoirien a raison, dans une certaine mesure, de lire, dans ce choc déstabilisateur, le processus du sous-développement. Ainsi qu'il le dit :

> Le processus du sous-développement résultant de ce choc est vécu concrètement par les populations concernées comme une crise globale : crise socio-économique (exploitation brutale, chômage permanent, exode accéléré et douloureux), mais aussi crise socioculturelle et de civilisation traduisant une impréparation socio-historique et une inadaptation des cultures et des comportements humains aux formes de vie imposées par les technologies étrangères. (S. Diakité, 1985, p. 105).

Les sources historiques, les références d'informations orales et les notes explicatives sont numérotées en continue et présentées en bas de page.

Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : Nom et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, Titre, Editions, Lieu d'éditions, pages (p.) pour les articles et les chapitres d'ouvrage.

Le titre d'un article est présenté entre guillemets, celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une revue ou d'un journal est présenté en italique. Dans la zone Editeur, on indique la Maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre, le nom du traducteur et/ou de l'édition (ex : 2nde éd.).

Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteurs. Par exemple :

Références bibliographiques

AMIN Samir, 1996, *Les défis de la mondialisation*, L'Harmattan, Paris, France, 345 p.

BAKO-ARIFARI Nassirou, 1989, *La question du peuplement Dendi dans la partie septentrionale de la République Populaire du Bénin : Le cas du Borgou*, Mémoire de Maîtrise de Sociologie, FLASH, UNB, Cotonou, Bénin, 73 p.

BERGER Gaston, 1967, *L'homme moderne et son éducation*, PUF, Paris, France, 368 p.

BOUQUET Christian et KASSI-DJODJO Irène, 2014, « Déguerpir » pour reconquérir l'espace public à Abidjan. In : *L'Espace Politique*, mis en ligne 17 mars 2014, consultée le 04 août 2017. URL : http://espacepolitique.revues.org/2963

DIAGNE Souleymane Bachir, 2003, « Islam et philosophie. Leçons d'une rencontre », *Diogène*, 202, p. 145-151.

DIAKITE Sidiki, 1985, *Violence technologique et développement. La question africaine du développement*, L'Harmattan, Paris, France, 153 p.

LAVIGNE DELVILLE Philippe, 1991, Migration et structuration associative : enjeux dans la moyenne vallée. In : *La vallée du fleuve Sénégal : évaluations et perspectives d'une décennie d'aménagements*, Karthala, Paris, France, p. 117-139.

SEIGNEBOS Christian, 2006, Perception du développement par les experts et les paysans au nord du Cameroun. In : *Environnement et mobilités géographiques*, Actes du séminaire, PRODIG, Paris, France, p. 11-25.

SOKEMAWU Koudzo, 2012, « Le marché aux fétiches : un lieu touristique au cœur de la ville de Lomé au Togo », In : *Journal de la Recherche Scientifique de l'Université de Lomé*, Série « Lettre et sciences humaines », Série B, Volume 14, Numéro 2, Université de Lomé, Lomé, Togo, p. 11-25.

Pour les travaux en ligne ajouter l'adresse électronique (URL)

NOTA BENE

- Le non-respect des normes éditoriales entraîne le rejet d'un projet d'article
- Tous les prénoms des auteurs doivent être entièrement écrits dans la bibliographie.
- Pagination des articles et chapitres d'ouvrage, écrire p. 2-45, par exemple et non pp. 2 45.
- En cas de co-publication, citer tous les co-auteurs.
- Eviter de faire des retraits au moment de débuter les paragraphes, observer plutôt un espace entre les paragraphes.

4. Structuration de l'article

Introduction, Méthodologie (Approche), Résultats et analyses, Discussion, Conclusion et Références bibliographiques.

Résumé

Dans le résumé, l'auteur fera apparaître le contexte, l'objectif, une esquisse de la méthode et des résultats obtenus. Traduire le résumé en Anglais **(y compris le titre de l'article)**

Introduction (A ne pas numéroter)

Elle doit comporter la problématique de l'étude (constat, problème, questions), les objectifs et si possible les hypothèses.

1. **Outils et méthodes (Méthodologie/Approche méthodologique)**

L'auteur expose uniquement ce qui est outils et méthodes.

2. **Résultats et analyses**

L'auteur expose ses résultats, qui sont issus de la méthodologie annoncée dans **Outils et méthodes** (pas les résultats d'autres chercheurs). L'analyse des résultats traduit l'explication de la relation entre les différentes variables objet de l'article.

3. **Discussion**

La discussion est placée avant la conclusion. Dans cette discussion, confronter les résultats de votre étude avec ceux des travaux antérieurs, pour dégager différences et similitudes, dans le sens d'une validation scientifique de vos résultats. La discussion est le lieu où le contributeur dit ce qu'il pense des résultats obtenus, il discute les résultats ; c'est une partie importante qui peut occuper jusqu'à plus deux pages.

Conclusion (A ne pas numéroter)

Le texte devra être saisi en Word et enregistré sous version 97/2003 puis envoyé par courriel à : revueahoho@yahoo.fr et yves.soke@yahoo.fr. La Revue *Àhɔ̄hɔ̄* reçoit les articles des contributions du 1er février au 15 mai pour le numéro de juin et du 1er juin au 15 septembre pour le numéro de décembre. Un article accepté pour publication dans la Revue *Àhɔ̄hɔ̄* exige de ses auteurs, une contribution financière de 50 000 F CFA, représentant les frais d'instruction et de publication.

NB : Les auteurs sont entièrement responsables du contenu de leurs contributions.

N. D. L. R.

Sommaire

Meglo Alexandre ZO, Mathieu Jonasse AFFRO, Nambegué SORO

Évaluation des stratégies d'adaptation à la situation du climat et perspectives agroclimatique dans le Sud-Ouest de la Côte d'Ivoire .....……...……..... **p. 1-14**

Bi Sehi Antoine TAPE

Accès aux médicaments en milieu urbain africain : le cas de la ville de Korhogo (Côte d'Ivoire)…….……..... **p. 15-23**

Lamine Ousmane CASSÉ, Babacar DIOUF, Awa FALL

Vulnérabilité territoriale versus résilience sociale à l'épreuve des inondations dans les parcelles assainies de Keur Massar à Dakar (Sénégal) …… **p. 24-40**

Abdou BALLO, Charles SAMAKE, Bréhima DIARRA

Dispositifs de gestion des conflits entre agriculteurs et éleveurs dans la commune rurale de Sio, région de Mopti (Mali) …....……..……... **p. 41-50**

Glenn-Freddy MIHINDOU MIHINDOU, Dieu-Donné MOUKETOU-TARAZEWICZ

Cartographie des changements d'occupation du sol dans la commune de Mouila au Gabon entre 2003 et 2023……..……...…..... **p. 51-67**

Eveline MAHOUNGOU, Hilarion Bagel MIZHAIRE, Francelet Gildas KIMBATSA, Koudzo SOKEMAWU

Commerce des produits horticoles et gestion des invendus au marché Total de Brazzaville en République du Congo…….....……..… **p. 68-82**

Chilé Nadège YAPO épse Kouakou, Koffi Mouroufié KOUMAN, Céline Yolande KOFFIÉ-BIKPO

Influence des végétaux aquatiques envahissants sur la pêche dans le lac du barrage hydroélectrique de Soubré en Côte d'Ivoire ……..……. **p. 83-93**

Mouhamadou Lamine DIALLO, El Hadji Serigne TOP

Ruée des mineurs d'origine chinoise vers l'or dans les frontières du Sénégal et du Mali, instabilité politique et gouvernance du secteur extractif ……. **p. 94-102**

Model DJEMON, Bakhit MAHAMAT AHMAT BAKHIT

L'érosion du bassin versant du Batha (Centre-Est du Tchad) : un pied humain sur l'accélérateur du processus naturel ……..... **p. 103-115**

N'Guessan Arsène KOUADIO, Kouamé Perèze TANOH, Yao Bruno N'GUESSAN

Optimisation de la gestion des déchets ménagers urbains par l'usage des solutions géospatiales à Botro (Centre de la Côte d'Ivoire) …….....……...…….. **p. 116-127**

Alfred Bothé Kpadé DOSSA

Analyse contingente de la transition écologique vers les motos électriques à Cotonou au Bénin ….. **p. 128-141**

Arouna DEMBELE, Issa FOFANA, Samba Mamadou SIDIBE

Impacts des changements climatiques sur la céréaliculture dans l'ex-cercle de Kita au Mali …….. **p. 142-154**

Moussa SOW, Labaly TOURÉ, Ndeye Mariéme SAMB

Caractérisation de la variabilité climatique et analyse de ses incidences sur la dynamique spatio-temporelle de la végétation dans le bassin versant du Ferlo sur la période 1981-2021 …..……..….. **p. 155-168**

Sahada IDRISSA, Abdourazakou ALASSANE, Tatongueba SOUSSOU, Kankpénangue SIKBAGOU, Tchaa BOUKPESSI

Conflits hippopotames amphibies (*Hippopotamus amphibius lennaeus*, 1758) de la mare de Koumbeloti et population riveraine en pays Anoufo au Nord-Togo ……..…….. **p. 169-183**

Zady Edouard ZOGBO, Kadjo Henri Joël NIAMIEN, N'guessan Olivier KOUADIO, Joseph. P. ASSI-KAUDHJIS

Étude des externalités de la rizipisciculture dans la sous-préfecture de Bédiala (Centre-Ouest de la Côte d'Ivoire) ……..…….. **p. 184-198**

Yapo Antoine GBOCHO

Crises sociopolitiques et problématique de l'accès au logement dans la ville de Bouaké (Centre de la Côte d'Ivoire) ……..……...……... **p. 199-211**

Babacar NDAO, Cheikh Tidiane WADE, Henri Marcel SECK, Oumar SY

Variabilité climatique et stratégies d'adaptation dans le sud du bassin arachidier : l'expérience des agriculteurs de la commune de Keur Maba Diakou (Kaolack, Sénégal) …....…….. **p. 212-225**

Guy Roger Yoboué KOFFI

Résilience féminine dans un contexte de crise cacaoyère dans la sous-préfecture de Mèagui (Sud-Ouest de la Côte d'Ivoire) ……...……..……...….. **p. 226-237**

Boubacar Amadou DIALLO

Quantification des changements de l'utilisation du sol dans le district de Bamako avec l'imagerie Satellitaire LANDSAT) **……..**…….....….. **p. 238-249**

Bi Tchan André DOHO

Mécanismes d'intégration des villages périphériques à la ville de Yamoussoukro (Centre de la Côte d'Ivoire) …….……..……...….. **p. 250-261**

Adeline Olga BRISSY

Prolifération des points de stagnation des eaux usées et risques environnementaux et sanitaires dans le quartier Dar-Es-Salam de Bouaké (Centre Côte d'Ivoire) ..... **p. 262-273**

Oumar OUATTARA, Siriki YÉO

Activités minières et riziculture irriguée : dynamique de conflits d'usage des sols autour du barrage hydro-agricole de Kafiné (Centre-Nord de la Côte d'Ivoire) ……...….. **p. 274-284**

Mahamadou ABOCAR, Abdoulkadri Oumarou TOURÉ, Habiboulaye Daouda MAIGA, Alhassane Moulaye KONTA

Aménagement des lacs interconnectés du système Faguibine dans la région de Tombouctou au Mali : enjeux, défis et perspectives ……...……...….. **p. 285-296**

Ari MAMADOU MOUSTAPHA, Hadiza KIARI FOUGOU

Analyse des modes d'accès aux parcelles des périmètres irrigués d'aménagements hydro-agricoles des rives de la Komadougou Yobé, Niger ……...….. **p. 297-310**

Konnegbéne LARE

Capitalisation des pratiques endogènes de gestion des sols et productivité agricole face au changement climatique dans la Région des Savanes au Nord-Togo …….. **p. 311-328**

Diomandé GONDO

Impact environnemental de l'utilisation des pesticides par les agriculteurs à Gouessesso (Ouest de la Côte d'Ivoire) …… **p. 329-339**

Kapiéfolo Julien KONE, Manse BAMBA, Djibril KONATE

Un système de transport urbain innovant à Korhogo en Côte d'Ivoire : le YANGO) …… **p. 340-350**

Gaston SAMBA

Application du modèle Probit de Heckman à l'analyse des perceptions empiriques du changement climatique et des stratégies d'adaptation endogènes des agriculteurs du district de Madingou (Congo-Brazzaville) .....…… **p. 351-365**

Hassane MAHAMAT HEMCHI

Faya-Largeau entre urbanité saharienne et résilience oasienne …..…… **p. 366-375**

Issouf BONSA

Répartition spatiale des lieux de culte protestants dans la ville de Ouagadougou (Burkina Faso) … **p. 376-383**

Lanzeni YEO

Les contraintes du maraîchage sur le périmètre irrigué de la coopérative *YÉBENWOGNON* à Kanihoua (Nord de la Côte d'Ivoire) ……..…… **p. 384-391**

DISPOSITIFS DE GESTION DES CONFLITS ENTRE AGRICULTEURS ET ÉLEVEURS DANS LA COMMUNE RURALE DE SIO, RÉGION DE MOPTI (MALI)

Abdou BALLO
Département de Géographie, Faculté d'Histoire et de Géographie
Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB)
Email : balloabdou@gmail.com

Charles SAMAKE
Département de Géographie, Faculté d'Histoire et de Géographie
Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB)
Email : samch2005@yahoo.fr

Bréhima DIARRA
Département de Géographi, Faculté d'Histoire et de Géographie
Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB)
Email : brehimadiarra7@gmail.com

Reçu le 10 août 2025 ; Révisé le 10 septembre 2025 ; Accepté le 11 octobre 2025

Résumé : *Dans les pays du sahel, la gestion des conflits entre agriculteurs et éleveurs est de plus en plus difficile du fait de la diversité des acteurs. Cet article étudie les dispositifs de gestion des conflits entre agriculteurs et éleveurs dans la commune rurale de Sio, Région de Mopti (Mali). La méthodologie adoptée s'est appuyée sur la recherche documentaire, une enquête par questionnaire auprès de 115 chefs de ménages et des séances de « focus groups » composées d'agriculteurs, de pasteurs et d'agropasteurs. L'étude a permis de révéler que parmi les dispositifs de gestion des conflits, 35% des enquêtés ont mis l'accent sur les conventions locales et la charte pastorale du Mali, 17% ont évoqué la compétence des médiateurs et la communication pour la gestion à l'amiable des conflits. Enfin, 14% des enquêtés ont prôné l'application des cousinages entre les acteurs pour une meilleure gestion des conflits entre agriculteurs et pasteurs de la commune rurale de Sio. Cependant, pour 76% des personnes enquêtées, la résolution des conflits agropasteurs est rendue difficile à cause du non-respect de la convention locale et de l'insuffisance des dialogues et au manque de sensibilisation pour l'application des règlements de la convention locale. Pour mieux faire face à la situation conflictuelle, les autorités doivent veiller à l'application stricte des dispositifs existants pour une gestion plus efficace des conflits entre agriculteurs et éleveurs dans la commune rurale de Sio.*

Mots-clés *: Dispositifs de gestion, conflits, agriculteurs et éleveurs, commune de Sio, Mali.*

CONFLICT MANAGEMENT MECHANISMS BETWEEN FARMERS AND LIVESTOCK BREEDERS IN THE RURAL COMMUNITY OF SIO, MOPTI REGION (MALI)

Abstract*: In Sahelian countries, managing conflicts between farmers and herders is becoming increasingly difficult due to the diversity of stakeholders. This article examines the mechanisms for managing conflicts between farmers and herders in the rural commune of Sio, Mopti Region (Mali). The methodology adopted was based on documentary research, a questionnaire survey of 115 heads of households, and focus group sessions with farmers, pastoralists, and agro-pastoralists. The study revealed that among the conflict management mechanisms, 35% of respondents emphasised local agreements and Mali's pastoral charter, while 17% noticed the competence of mediators and communication for the amicable management of conflicts. Finally, 14% of respondents advocated the application of kinship ties between actors for better management of conflicts between farmers and pastoralists in the rural commune of Sio. However, for 76% of those surveyed, the resolution of agro-pastoral conflicts is made difficult by non-compliance with the local convention, insufficient dialogue and a lack of awareness of the application of the local convention's regulations. To better address the conflict situation, the authorities must ensure the strict application of existing mechanisms for more effective management of conflicts between farmers and herders in the rural commune of Sio.*

Keywords*: Management mechanisms, conflicts, farmers and livestock breeders, community of Sio, Mali.*

Introduction

Dans les zones agro-écologiques des pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre, les ressources naturelles sont au cœur des conflits entre les agriculteurs et les éleveurs. Ces conflits entre ces deux groupes sociaux ont fait l'objet de plusieurs études et de recherche. La plupart de ces études ont mis l'accent sur

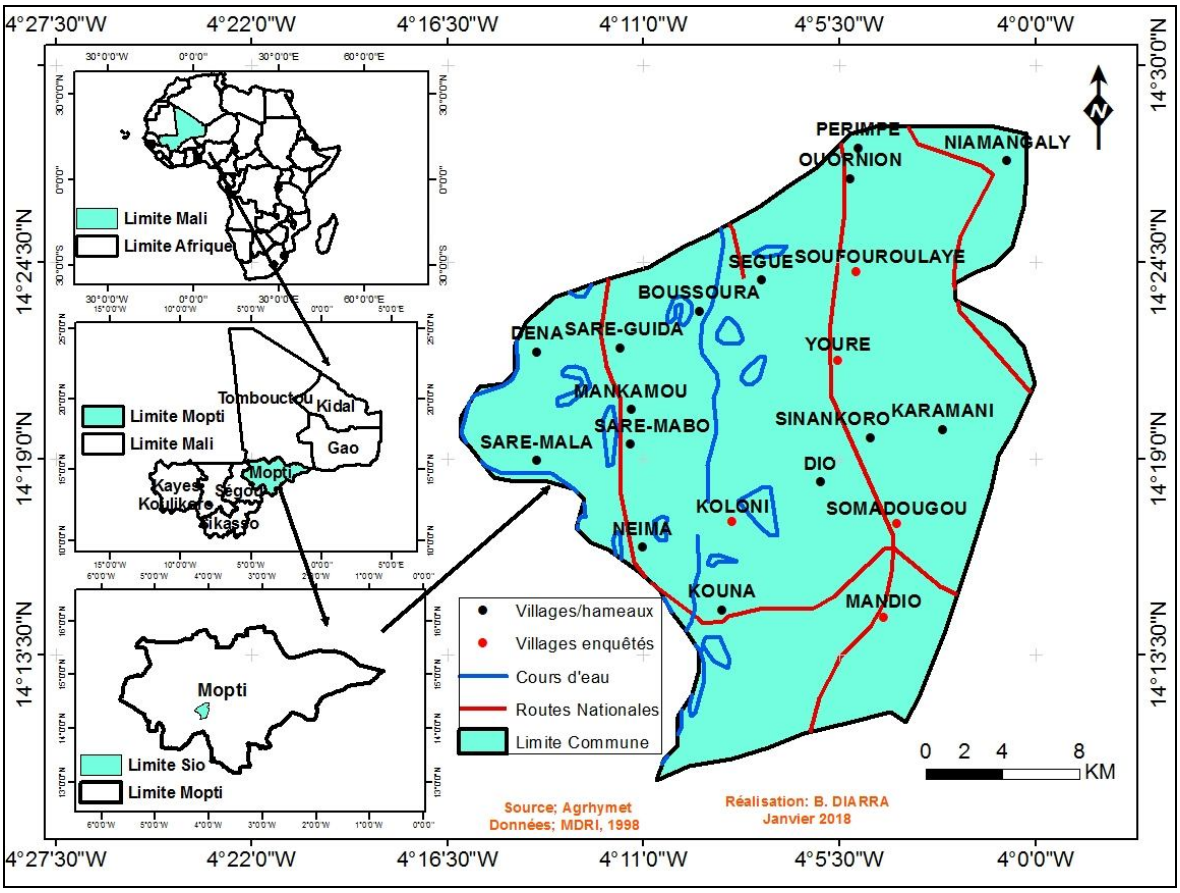
une multitude de facteurs considérés comme étant les causes principales des conflits entre agriculteurs et éleveurs. Ces facteurs sont composés essentiellement de la recherche de zones de pâturage, de la migration des éleveurs, de la sécheresse, de l'échec des systèmes coutumiers pour la résolution des conflits entre agriculteurs et éleveurs (S. Ekamena Ntsana, et A. Pale Seressadou, 2023, p. 138). Le Mali ne fait pas exception à cette situation conflictuelle opposant les agriculteurs aux éleveurs. En effet, du fait de la croissance démographique rapide et des systèmes de production agricole de type extensif, les conflits agropasteurs ne cessent de s'accentuer. Dans le domaine de l'agriculture, la superficie cultivable est passée de 1,6 millions d'hectares en 1984-1985 à 3,9 millions d'hectares en 2008-2009 (B. A. Dembélé *et al*, 2019, p. 2). Cette pratique extensive du système de production mobilisant de vastes superficies de terre est préjudiciable au développement de l'élevage. En effet, au Mali, du fait de l'expansion des champs et du surpâturage, la problématique relative à l'adéquation entre l'effectif du cheptel et la disponibilité des espèces appétées se pose avec acuité (A. Doumbia, 2021, p. 1). Malgré, les dispositifs de gestion de conflits mis en place par les autorités, des divergences entre agriculteurs et éleveurs s'accentuent autour des ressources naturelles. Dans les régions de Mopti et de Kayes, la compétition pour les ressources pastorales s'est traduite par des violences qui ont fait, ces dernières décennies, beaucoup de blessés et des pertes en vie humaine (S. Beeler, 2006, p. 15). Dans la commune rurale de Sio (région de Mopti) les conflits entre agriculteurs et éleveurs sont récurrents et s'intensifient surtout pendant la saison hivernale plus précisément en période des semis et de récoltes ainsi qu'à la saison sèche. C'est dans ce contexte que s'inscrit cette étude qui s'intitule : *« Dispositifs de gestion des conflits entre agriculteurs et éleveurs dans la commune rurale de Sio, Région de Mopti (Mali) »***.** La question principale de cette étude se traduit par : quels sont les dispositifs de gestion des conflits entre agriculteurs et éleveurs dans la commune rurale de Sio, Région de Mopti (Mali) ? L'objectif principal de l'article vise à étudier les dispositifs de gestion des conflits entre agriculteurs et éleveurs dans la commune rurale de Sio, Région de Mopti (Mali).

1. Matériel et méthodes

1.1. Présentation de la zone d'étude

Située dans la région de Mopti, la commune rurale de Sio, qui a été créée par la loi 96059 du 12-11-96 portant création des communes, s'étend sur une superficie de 521 Km² pour une population totale estimée à 30 468 habitants, en 2016 (DRPSIAP-Mopti, 2016). Elle est limitée à l'est par les communes de Pignari Bana et de Pignari (cercle de Bandiagara) ; à l'ouest par la commune de Soye (Région de Mopti) ; au nord par les communes de Socoura et Mopti (Cercle de Mopti) et au Sud par la commune de Farakala. Elle est située entre le 4°27'30'' et 4°0'0'' de longitude Ouest et 14°13'30'' et 14°24'30'' de latitude Nord (Carte n°1).

Carte n°1 : Localisation de la commune rurale de Sio dans la Région de Mopti au Mali



L'étude relative aux caractéristiques géomorphologiques a permis de révéler que le relief de la commune rurale de Sio est prédominé par des plaines surplombées de quelques plateaux présents dans la zone exondée entre Mandio et Nianangaly. Les plaines surplombées des plateaux sont des aires propices pour le développement de l'agriculture et l'élevage transhumant (DRPSIAP-Mopti, 2016, p. 21). Le climat de la même commune est de type sahélien caractérisé par l'alternance d'une saison pluvieuse (juin à Septembre) et une saison sèche (octobre à Mai). Le cumul des précipitations enregistrées durant l'année 2004 est de 472,5 mm selon les données locales de l'ORM (PROMISAM, 2006, p. 9).

L'étude pédologique de la commune a permis d'identifier quatre types de sols. Il s'agit des sols argileux, argilo-limoneux, sableux et sablo-limoneux vers l'Est et le sud. La commune est riche en terres agricoles, les superficies cultivables sont estimées à 6 500 ha dont 74% ont été exploités (PROMISAM, 2006, p. 8).

Par ailleurs, les migrations des populations se poursuivent vers la zone inondée à l'Ouest du fait des difficultés d'exploitation de la zone exondée sur les collines. Située dans la zone sahélienne, la commune dispose d'une végétation caractérisée par la savane arbustive qui couvre une partie importante de la zone exondée. Cette végétation est composée d'essences sahéliennes, en constante dégradation : *Combretum glutinosum, Lannea acida, Adansonia digitata, Celerocarya birrea, Tamarindus indica* et d'*Acacia albida.* (DRPSIAP-Mopti, 2016, p. 11). Cette zone exondée occupe, cependant, une position stratégique pour les éleveurs transhumants, afin d'accéder aux bourgoutières (DRPSIAP-Mopti, 2016, p. 14). Il convient d'ajouter que la commune rurale de Sio est arrosée en partie par le fleuve Bani qui la traverse sur 65 km. La commune concentre également une vingtaine de mares (Kérèba-Tiofi-Toka, Jama, M'Bèmal, Toba, Nawaldaajè, Ouoguew, Songo, Dioko, Pia, M'Bèma, Kourapagou, etc.) qui représentent un atout majeur pour les activités agro-sylvo-pastorale (DRPSIAP-Mopti, 2016, p. 13).

1.2. Méthodologie

1.2.1. Recherche documentaire

Dans le cadre de cette étude, plusieurs centres de documentation ont été visités, afin de réaliser nos recherches documentaires. Parmi ces centres de documentation, figure l'Institut Supérieur de Formation et de Recherche Appliquée (ISFRA) de Bamako (Mali). En plus des centres de documentation, des recherches ont été effectuées sur Internet. Les documents consultés sont composés d'ouvrages, des articles et des mémoires. Ces documents ont permis de mieux peaufiner la problématique de la thématique abordée et de discuter les résultats de recherche.

1.2.2. Enquêtes du terrain

1.2.2.1. Enquêtes par questionnaire

Par rapport aux enquêtes par questionnaire, une concertation avec les différents acteurs de gestion des conflits entre agriculteurs et éleveurs a été mise en œuvre, afin de définir les critères de choix des villages à enquêter (-l'existence des mesures sécuritaires et de conflits entre agriculteurs et pasteurs autour des ressources naturelles ; -l'existence des dispositifs de gestion de conflits entre agriculteurs et éleveurs). Les villages qui ont été retenus sur la base des critères ci-dessus sont : Soufouroulaye, Koloni, Somadougou et Youré. Les travaux ont consisté à effectuer un déplacement sur le terrain puis la collecte des données quantitative sur le terrain.

- ***Échantillonnage***

La taille de l'échantillon a été déterminée par la formule suivante de Slovin (1960) :

$$n = \frac{N}{1 + Ne^2}$$

N= le nombre total des ménages de la commune qui est 1584

e= marge d'erreur à 9%

n= taille de l'échantillon

L'application de cette formule a permis d'obtenir un échantillon de 115 chefs de ménages à enquêter dans les 5 villages (Tableau n°1). La taille des chefs de ménages à enquêter par village a été déterminée en dressant une liste de ceux qui pratiquent de l'activité agricole, pastorale, et agropastorale.

Tableau n°1 : Répartition de la population enquêtée de la zone d'étude par village

N°	Villages	Nombre de ménages (RGPH 2009)	Poids des villages en %	Nombre de chefs de ménages enquêtés
1	Soufouroulaye	439	28	32
2	Koloni	320	20	23
3	Mandio	58	4	5
4	Somadougou	591	37	43
5	Youré	176	11	13
Total		1584	100	115

Source : RGPH, 2009.

1.2.2.2. Entretiens individuels et Focus groups

Cette phase a permis d'organiser des séances de travail avec les chefs de ménages (agriculteurs, pasteurs et agropasteurs) dans les 5 villages de la commune rurale de Sio. Pour cela, des groupes de discussion ont été organisés dans tous les villages enquêtés afin de collecter des informations sur des thématiques telles que les causes et les facteurs aggravant les conflits, les dispositifs et les mécanismes de résolution des conflits entre agriculteurs et éleveurs. Ces informations obtenues couplées avec celles du questionnaire individuel ont permis d'identifier les causes et les facteurs aggravant les conflits, les dispositifs et les mécanismes de résolution des conflits entre agriculteurs et éleveurs.

1.2.2.3. Observations et entretien avec des personnes ressources

En plus de l'enquête individuelle et du focus group, des observations de terrain ont été effectuées, afin de mieux argumenter les faits suite aux différentes approches adoptées. Des entretiens avec les personnes ressources de la

zone ont contribué à appuyer les données de terrain.

1.2.2.4. Traitement et analyse des données d'enquête

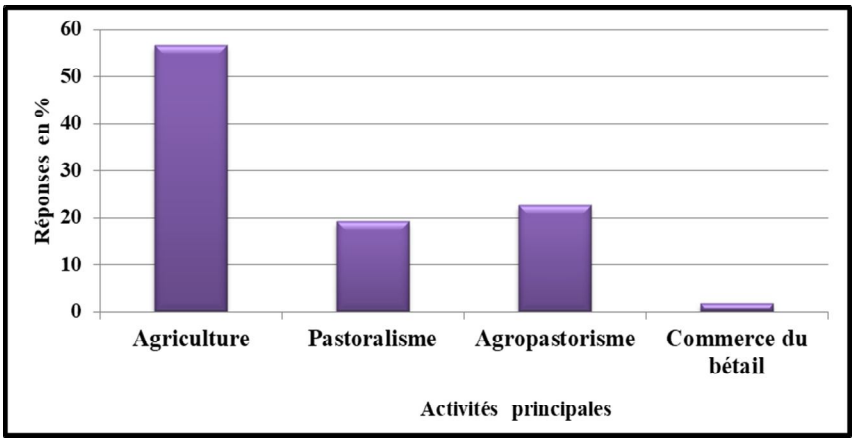
Les données collectées sur le terrain ont été saisies sur le logiciel SPSS v20, puis soumises à des traitements préalables. Pour le traitement et l'analyse statistique, les données ont été exportées sur le logiciel Excel 2010. Le logiciel Arc GiS.10.3.1 a été utilisé pour cartographier et localiser la zone d'étude. Des tableaux et des graphiques ont été établis pour la présentation des résultats.

2. Résultats

2.1. Caractéristiques sociodémographiques et économiques des enquêtés

Il ressort de l'étude que 98% des enquêtés sont des hommes contre seulement 2% des femmes. Ce faible pourcentage des femmes enquêtées s'explique par le fait que ces dernières sont moins impliquées dans la gestion des conflits entre acteurs. La figure n°1 présente la répartition des enquêtés selon l'activité principale exercée.

Figure n°1 : Activité principale du chef de ménage



Source : D'après les travaux de DIARRA B., 2018.

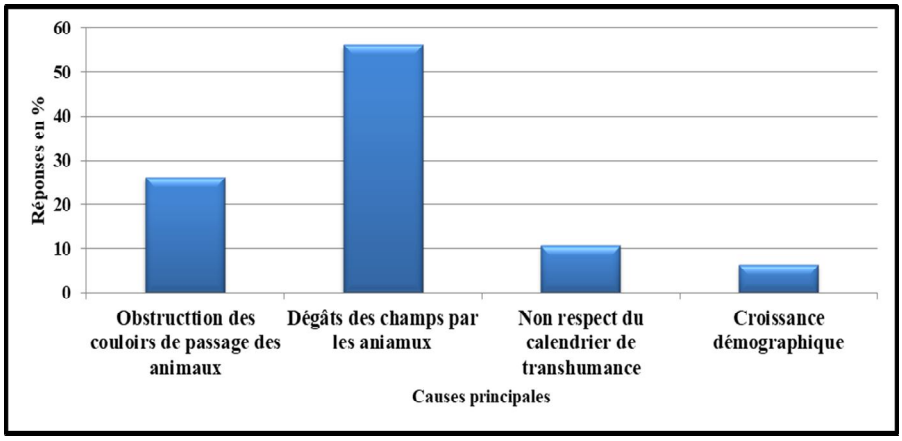
Parmi les personnes enquêtées, 57% pratiquent essentiellement l'agriculture. Par contre, les personnes enquêtées pratiquant l'agropastoralisme et le pastoralisme sont minoritaires avec respectivement 23% et 19%.

2.2. Conflits entre agriculteurs et éleveurs dans la commune rurale de Sio

2.2.1. Causes des conflits entre agriculteurs et pasteurs

L'étude révèle que pour 70% des personnes enquêtées, il existe des conflits agropastoraux dans la commune rurale de Sio. Les causes qui sont à l'origine de ces conflits agropastoraux sont multiples et variés. La figure n°2 présente la répartition des personnes enquêtées selon les causes des conflits entre agriculteurs et éleveurs.

Figure n°2 : Causes des conflits entre agriculteurs et pasteurs



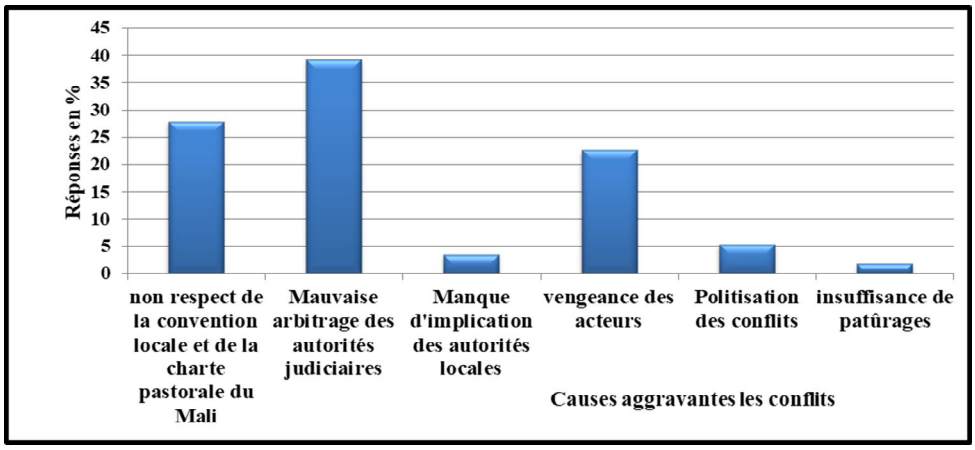
Source : Enquêtes de terrain, Mai 2018.

Sur l'ensemble des enquêtés, 56% pensent que les dégâts des champs par les animaux constituent la principale cause de conflits entre agriculteurs et pasteurs. En outre, 25% des enquêtés ont trouvé que l'une des causes des conflits agropasteurs demeure l'obstruction des couloirs de passage des animaux. Par ailleurs, seulement 5% pensent que c'est la croissance démographique, qui amène une forte occupation dans la zone pastorale causant des conflits entre agriculteurs et éleveurs.

2.2.2. Facteurs d'aggravation des conflits entre agriculteurs et éleveurs

L'étude a révélé une diversité de facteurs qui aggravent les conflits entre agriculteurs et éleveurs dans la commune rurale de Sio. La figure n°3 présente la répartition des personnes enquêtées selon les facteurs d'aggravation des conflits entre les deux groupes sociaux.

Figure n°3 : Facteurs aggravants des conflits entre agriculteurs et pasteurs



Source : Enquêtes de terrain, Mai 2018.

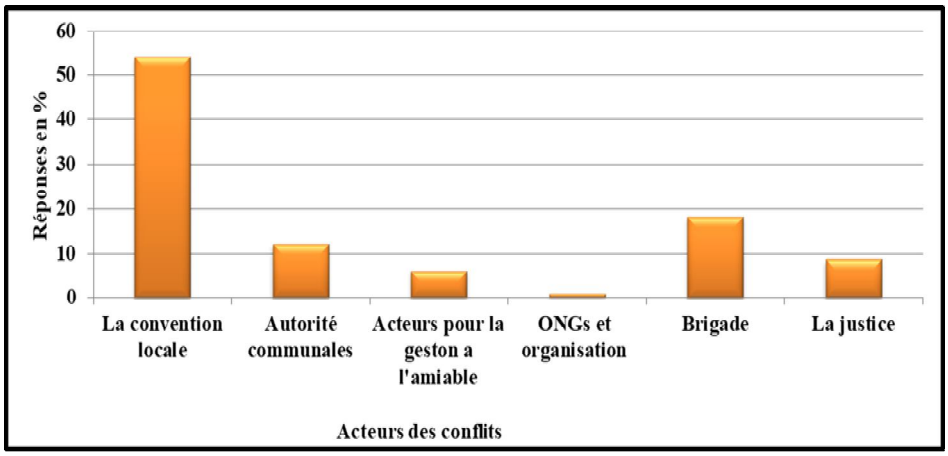
L'analyse de la figure n°3 montre que pour 39% des personnes enquêtées, le mauvais arbitrage des autorités judiciaires constitue un facteur d'aggravation des conflits entre agriculteurs et pasteurs. Par ailleurs, selon 28% des personnes enquêtées, l'aggravation des conflits agroéleveurs est liée au non-respect des conventions locales et la charte pastorale du Mali.

2.3. Acteurs et dispositifs de gestion locale des conflits entre agriculteurs et éleveurs

2.3.1. Une multitude d'acteurs dans la gestion des conflits

L'étude a révélé l'implication de plusieurs acteurs dans la gestion des conflits entre agriculteurs et éleveurs dans la commune rurale de Sio (Figure n°4).

Figure n°4 : Acteurs impliqués dans la gestion des conflits



Source : Enquêtes de terrain , Mai 2018

L'analyse de la figure n°4 indique que parmi les acteurs qui sont impliqués dans la gestion des conflits agropasteurs, les autorités locales représentent 54% à travers la convention locale. Il ressort également du graphique n°4 que, selon 18% des personnes enquêtées, la brigade constitue le deuxième acteur impliqué, suivi de la justice selon 9% des enquêtées. Enfin, d'autres acteurs sont impliqués dans la gestion des conflits agropasteurs dans la commune de Sio. Il s'agit des autorités communales et des ONGS selon respectivement 12% et 6% des personnes enquêtées.

2.3.2. Dispositifs de gestion des conflits

L'étude a révélé l'existence de plusieurs dispositifs de gestion des conflits mis en place dans la commune rurale de Sio. Le tableau n°2 présente la répartition des enquêtés selon les dispositifs de gestion des conflits entre agriculteurs et éleveurs.

Tableau n°2 : Dispositifs de gestion locale des conflits

Dispositifs	Effectifs	Pourcentage
Médiateur des conflits	19	17
Les conventions locales et la charte pastorale du Mali	41	35
La communication entre agriculteur, pasteur et agropasteur	20	17
Le projet d'attente et de paix entre les agriculteurs, pasteurs et agropasteurs	19	17
L'application des cousinages	16	14
Total	115	100

Source : Enquêtes de terrain, Mai 2018.

L'analyse du tableau n°2 révèle que d'après 35% des personnes enquêtées l'application des conventions locales et la charte pastorale du Mali constitue le principal dispositif de gestion des conflits entre agriculteurs et éleveurs. Par ailleurs, selon 17% des enquêtés la compétence des médiateurs de conflits et la communication entre agriculteurs, pasteurs et agropasteurs constitue la seule bonne gestion à l'amiable des conflits. 14% des enquêtés ont prôné l'application des cousinages entre les acteurs pour une meilleure gestion des conflits entre agriculteurs et pasteurs de la commune rurale de Sio. Cependant, des insuffisances persistent et rendent difficiles la gestion des conflits entre les agriculteurs et éleveurs. En effet, pour 53% des personnes enquêtées, la résolution des conflits agropasteurs est rendue difficile à cause du non-respect de la convention locale (Tableau n°3).

Tableau n°3 : Raisons de l'insuffisance liée à la résolution des conflits

Raisons	Effectifs	Pourcentage
L'abandon des règlements de conflits qui existaient avant la décentralisation	17	15
Insuffisance du dialogue entre agriculteurs et pasteurs	17	15
Manque de communication	4	3
Manque de sensibilisation pour appliquer le règlement de la convention locale	9	8
Non-respect de la convention locale	61	53
Ne sait pas	7	6
Total	115	100

Source : Enquêtes de terrain, Mai 2018

Il ressort du tableau n°3 que la gestion difficile des conflits entre agriculteurs et éleveurs est liée à l'insuffisance de dialogues et l'abandon des règlements de conflits qui existaient avant la décentralisation selon 15% des personnes enquêtées et 8% ont mis l'accent sur le manque de sensibilisation pour l'application des règlements de la convention locale.

2.3.3. Mécanismes de résolution des conflits entre agriculteurs et pasteurs

Les mécanismes de résolution de conflits entre les agriculteurs et éleveurs sont multiples. Le tableau n°4 présente la

répartition des enquêtés selon les propositions de solutions aux conflits opposant les agriculteurs et éleveurs et vice-versa.

Tableau n°4 : Proposition d'amélioration de résolutions des conflits entre agriculteurs et pasteurs

Paramètres	Effectifs	%
Créer un cadre de dialogue sur table entre les agriculteurs, agropasteurs et pasteurs	28	24
Appliquer le règlement à l'amiable	28	24
Créer une commission d'arbitrage ou par voie judiciaire (para juriste)	24	21
Intervention des ONG et Organisations Internationales pour résoudre les conflits	27	24
Ne sait pas	7	6
Aucune	1	1
Total	115	100

Source : Enquête du terrain, 2018.

L'analyse du tableau n°4 révèle que, dans le cadre de la résolution des conflits, 24% des enquêtés proposent la création des dialogues sur table et l'application des règlements à l'amiable entre les deux protagonistes. Par contre, 24% privilégient l'intervention des ONG et des organisations internationales. En outre, 21% des enquêtés privilégient la création des commissions d'arbitrages ou par voie judiciaire en termes de résolution des conflits entre agriculteurs et pasteurs, dans la commune rurale de Sio.

3. Discussion

Les investigations menées ont révélé que, dans la commune rurale de Sio, les conflits entre agriculteurs et pasteurs sont liés à la fois aux dégâts des animaux dans les champs, à l'obstruction des couloirs de passage des animaux et à la croissance démographique accompagnée par une forte occupation dans la zone pastorale. Nos résultats sont similaires à ceux obtenus par des auteurs tels que de P. Sougnabé (2003), L. Kossoumna (2016), Gnangle (2003), D. Konaré et M. Coulibaly, (2019) et G. P. Soumaoro et al., (2025). En effet, dans ses travaux, P. Sougnabé (2003, p. 3) trouve qu'au Tchad, dans la zone sahélienne, les conflits qui opposent les agriculteurs et les éleveurs sont dus à la pression démographique, des perturbations climatiques et ses conséquences (sécheresse, désertification, pauvreté des sols, rareté de l'eau et dégradation des pâturages). De même, les motifs des conflits agropastoraux dans les régions camerounaises du Nord, Est et Adamaoua sont issus des dégâts causés sur les cultures par les animaux, de l'extension des espaces agricoles impactant les parcours naturels, des blessures sur les animaux et des individus (L. Kossoumna, 2016, p. 36). De son côté, Gnangle (2003) indique qu'au Benin, les conflits inter communautaires sont dus au défrichement des terres pour l'agriculture et à la réduction des aires de pâturage. Dans la même dynamique, D. Konaré et M. Coulibaly, (2019, p. 213) ont révélé dans leurs travaux que, dans la commune rurale de Dabia (cercle de Keniéba), les conflits opposant les agriculteurs aux éleveurs sont liés aux dégâts que font les animaux sur les cultures et la mutilation des arbres dans les champs, l'exploitation des points d'eau, de la coupe abusive des arbres sacrés et des feux de brousse. Ces motifs ont aussi été évoqués par G. P. Soumaoro *et al.* (2025, p. 80) dans la préfecture de Lola, en Guinée. Ces auteurs indiquent dans leurs travaux que les causes de conflits entre agriculteurs et éleveurs étaient dues aux dégâts des animaux sur les animaux, les feux de renouvellement de pâturage, l'exploitation des points d'eau et la dégradation des ressources fourragères.

Les investigations ont révélé que, pour plus de la moitié (54%) des personnes enquêtées, les dispositifs de gestion des conflits agropastoraux sont multiples. Ils sont composés par des conventions locales et la charte pastorale, l'institution des médiateurs et la mise en place des canaux de

communication entre les pasteurs et agropasteurs. Enfin, 14% des enquêtés ont prôné l'application des cousinages entre les acteurs pour une meilleure gestion des conflits entre agriculteurs et pasteurs de la commune rurale de Sio. Selon les agriculteurs, les pasteurs et les agropasteurs enquêtés de la commune rurale de Sio, le dialogue sur table entre agriculteurs et pasteurs est révélé à 36%, l'application des règlements à l'amiable de 24%, Intervention des ONG et organisations internationales pour résoudre les conflits à 23%, créer un cadre de dialogue sur table entre les agriculteurs, agropasteurs et pasteurs 24%, l'utilisation de la gestion à l'amiable 100% et le respect des règlements du calendrier de la transhumance.

Dans la zone de Bouna (Côte d'Ivoire), il existe trois voies de recours pour le règlement des conflits agropastoraux : la première est celle de la chefferie et la notabilité (pour un règlement à l'amiable), la seconde est celle du comité préfectoral et sous-préfectoral (pour le jugement civil et pénal) et la dernière est celle de la Justice (jugement pénal et civil avec intervention des forces de l'ordre) (L. Bamba *et al*., 2022, p. 894). Au Mali, les moyens de réglementation des conflits agro-éleveurs sont composés de la négociation directe entre les parties prenantes, la négociation impliquant le chef du village et ses conseillers, l'intervention de la Mairie et le tribunal de Justice (S. Beeler, 2006, p. 141).

Dans ses travaux, S. Hagberg (2001, p. 53) a révélé que les plaintes présentées par les agriculteurs auprès des autorités locales et appréciées par le préfet aboutissent le plus souvent à l'établissement du procès-verbal et au constat sur le terrain impliquant tous les acteurs (agents de service de l'agriculture, agent des forces de l'ordre, le propriétaire de champ et le propriétaire du bétail). Au Tchad, dans la plupart des cas, les chefs traditionnels et coutumiers sont les principaux médiateurs dans la résolution des conflits agro-éleveurs et dans une moindre mesure la gendarmerie et la justice (P. Sougnabé et F. Réounodji, 2021, p. 40). Par rapport à la gestion des conflits agro-éleveurs, les règlements qui sont mis en place se traduisent par une réglementation à l'amiable (une solution rapide et durable), une réglementation au niveau des chefferies traditionnelles (entre médiation et compromis), une réglementation des instances de juridiction nationale (une procédure lente et à issue incertaine).

Conclusion

Cette étude a permis d'étudier les dispositifs mis en place pour la gestion des conflits entre agriculteurs et pasteurs dans la commune rurale de Sio, Région de Mopti (Mali). Elle a permis de révéler l'existence d'une série de dispositifs de gestion de conflits entre agriculteurs et éleveurs dans la commune rurale de Sio.

Parmi ces dispositifs, la plupart des enquêtés ont mis l'accent sur les conventions locales et la charte pastorale du Mali ; la compétence des médiateurs de conflits et la communication entre agriculteurs, éleveurs pour la gestion des conflits à l'amiable et l'application des cousinages entre les acteurs. Cependant, des insuffisances persistent et rendent difficiles la gestion des conflits entre les agriculteurs et éleveurs.

En effet, pour la majorité des personnes enquêtées, la résolution des conflits agropasteurs est rendue difficile à cause du non-respect de la convention locale. Cette résolution des conflits est également rendue difficile à cause de l'insuffisance des dialogues et au manque de sensibilisation pour l'application des règlements de la convention locale. Pour mieux faire face à la situation conflictuelle entre les agriculteurs et éleveurs, les autorités doivent veiller à l'application stricte des dispositifs existants pour une gestion plus efficace des conflits entre agriculteurs et éleveurs.

Références Bibliographiques

ABDOU SALEY Inoussa, 2022, *Analyse diagnostic de trois évaluations sur l'analyse des conflits, l'étude de référence et l'étude locale des risques climatiques dans la région de Dosso*, Nexus Régional, 72 p.

BAMBA Ladji, KONAN KOUAKOU Isodore, TRAORE NEE DIARRASSOUBA Matindjé, 2022, *« Conflits agropastoraux en Côte d'Ivoire (Cas de Bouna)*», *Revue*

Internationale des Sciences de Gestion, Vol. 5, N°2, p. 875-901.

BEELER Sabrina, 2016, *Conflits entre agriculteurs et éleveurs au nord-ouest du Mali*, Dossier N°141, iied, Helvetas Mali/ASDI, 42 p.

DEMBELE Bebe Alfred, DEMBELE Sidi, TRAORE Souleymane Sidi, 2019, *Dynamique spatio-temporelle de l'occupation du sol et de son implication à la sécurité alimentaire en zone cotonnière du Mali*, Why It Matters, 18 p.

DOUMBIA Aly, 2021, *Évolution des pâturages de la région de Ségou au Mali : cas de la zone pastorale de Daouna*, Mémoire de fin d'étude pour l'obtention du Diplôme de Master en Pastoralisme, Centre Régional AGRHYMET, Département Formation et Recherche, Niamey, Niger, 82 p.

Direction Régionale du Plan, de la Statistique, l'Informatique, de l'Aménagement du Territoire et de la Population-Mopti (DRPSIAP-Mopti), Rapport 2016, 25 p.

EKAMENA NTSANA Sabine et PALE SERESSADOU Augustin, 2023, « Conflits agro-pastoraux et production des céréales en zones rurales au Tchad », *REMSES*, Revue des Etudes Multidisciplinaires en Sciences Economiques et Sociales, Vol. 8, N°3 (2023), p.136-152. http://revues.imist.ma/ ?journal=REMSES=index.

GNANGLE Césaire P., 2003, *Approche participative de prévention et de gestion des conflits entre Agriculteurs et éleveurs au Bénin. Programme de Recherches Forestières (PRF)*, Centre des Recherches Agricoles du Centre-Bénin (CRA-C), Institut National des Recherche Agricole du Bénin (INRAB), Cotonou, Bénin, 6 p.

HAGBERG Sten, 2001, « A l'ombre du conflit violent : Règlement et gestion des conflits entre agriculteurs Karaboro et agro-pasteurs peulh au Burkina Faso », *Cahiers d'Etudes Africaines*, p. 45-72. Varia, http://etudesafricaines.revues.org/66

KONARÉ Daouda et COULIBALY Mamadou, 2019, « Evaluation des impacts de la transhumance sur les ressources pastorales au sud du Mali dans la commune rurale de Dabia (Cercle de Keniéba) », *European Scientific Journal*, July 2019, Edition Vol. 15, N°21, p. 202-227.

KOSSOUMNA Liba'a Natali, 2016, *Etude sur les conflits agro-pastoraux dans les régions camerounaises du Nord Adamaoua et Est*, Rapport final, UNHCR/FLM, Janvier 2016, 126 p.

Office Riz Mopti (ORM)/Projet de Mobilisation des Initiatives en Matière de Sécurité Alimentaire au Mali (PROMISAM), 2006, *Plan de Sécurité Alimentaire Commune Rurale de Sio, Région de Mopti Cercle de Mopti*, Bamako, Mali, 17 p.

SOUGNABE Pabamé, REOUNODJI Fréderic, 2021, *Mécanisme de prévention et de gestion des conflits dans les zones d'intervention du Projet ACCEP, in Adapter l'accès aux ressources agro-pastorales dans un contexte de mobilité et de changement climatique pour l'élevage pastoral au Tchad (ACCEPT)*, Rapport iRAM-Etude 3, Version définitive, N'Djaména, Tchad, 94 p.

SOUGNABE Pabamé, 2003, *Conflits entre agriculteurs et éleveurs dans la zone soudanienne du Tchad*, Actes de colloque international UMR Sagert, 25-27 février 2003, Montpellier, France, 8 p.

SOUMAORO Gbadieu Prosper, SAMOURA Demba Aissata, GBAMOU Paul Lamah Labila, MAMY Léonce, Koivogui Laville, 2025, « Impacts de la transhumance sur les ressources fourragères dans la préfecture de Lola, République de Guinée », *Afrique Sciences*, 26 (3) (2025), p. 72-85, http://www.afriquescience.net